

Aussi, le soutien des prix n'a pas le même sens pour toutes les productions et surtout pour tous les producteurs :

- Pour les céréales et la grande production végétale, soutenir les prix, revient à favoriser une accumulation accélérée au profit des grands capitalistes de l'agriculture. Elle permet en particulier aux grands exploitants de réaliser, en silence, une concentration très importante et très rapide de la propriété foncière.

- Pour le lait et les autres produits de l'élevage, le soutien des prix se limite à assurer aux "manœuvres" de l'agriculture une rémunération suffisante pour éviter qu'ils ne rompent la solidarité qui les lie aux capitalistes agraires, au sein de la "grande famille paysanne" et qu'ils remettent en cause leur alliance avec la bourgeoisie. Mais il faut voir qu'à long terme cette politique est dangereuse (pour l'économie capitaliste) car elle a pour effet de stimuler inconsidérément la production ; le petit éleveur, pour un prix du lait constant aura intérêt à produire le plus de lait possible, afin d'obtenir un revenu global le plus élevé possible.

Pour nous résumer, la politique de soutien des produits agricoles met clairement à nu une des contradictions essentielles de l'agriculture.

Les prix agricoles soutenus sont fixés nationalement à un niveau minimum en fonction des exploitations de type familial, c'est-à-dire qu'ils suffisent tout juste à rémunérer la force de travail des petits paysans. Par contre, étant donné le haut niveau de productivité des exploitations capitalistes, et l'exploitation de travailleurs salariés, ces mêmes prix permettent une accumulation importante du capital. On comprend ainsi à quel point ces deux types d'agriculture sont en quelque sorte complémentaires. L'un défend son droit à l'existence, l'autre sous de faux prétextes humanitaires (ne pas tuer l'agriculture familiale) mène un important travail de lobby auprès des pouvoirs publics pour conserver le bénéfice de prix agricoles incroyablement avantageux. Ainsi, les propositions du plan Mansholt (suppression du soutien des prix agricoles, disparition d'un grand nombre d'exploitations "non rentables"...) sont d'autant moins satisfaisantes pour la bourgeoisie capitaliste qu'elles signifient la diminution de ses profits et la disparition d'une tranche de l'électorat qui traditionnellement votait "bien" (!).

Jusqu'en 1966-67, l'Etat a pu mener de front les deux actions sans trop d'inconvénients. Depuis 1 ou 2 ans, il n'en est plus de même, car la surproduction grandissante qui est la conséquence nécessaire de ce système, finit par coûter décidément trop cher. Le problème est aujourd'hui de réduire autant que possible, au nom de l'intérêt national, les dépenses consenties en faveur des manœuvres surnuméraires, sans qu'ils deviennent pour autant, un danger politique et tout en continuant à favoriser la concentration capitaliste : Boulin, la commission Vedel, le rapport Mansholt, tout le monde est d'accord là-dessus. En tout cas, dix ans de soutien des prix selon la ligne esquissée, ci-dessus ont favorisé la concentration "aux mains des gros".

Entre 1963 et 1967 les exploitations de plus de 100 ha, pour la première fois depuis bientôt cent ans, recommencent à croître en nombre et en superficie. Elles passent de 10 à 20% de la SAV totale.

2) LA POLITIQUE DES "STRUCTURES"

Elle vise, en principe à permettre à de petits exploitants de constituer des exploitations "rentables" c'est-à-dire d'accumuler assez de capital pour pouvoir accéder au stade à partir duquel la rémunération "normale" des capitaux investis par la production, pour les marchés agricoles soutenus, permettra la croissance capitaliste de l'exploitation.